

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ÉCONOMIE VERTE ET PRATIQUE NÉOCOLONIALE: L'ÉCOTOURISME AU COSTA RICA

Naomie Léonard¹

RÉSUMÉ

L'objectif de cet article est d'entreprendre une réflexion sur les parallèles possibles entre écotourisme et pratiques extractives afin

- 1 Naomie termine présentement la rédaction de son mémoire de maîtrise en science politique à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Étant inscrite à la concentration en études féministes, ses recherches portent sur les liens entre citoyenneté et territorialité chez les femmes autochtones au Costa Rica. Plus largement, elle s'intéresse aux perspectives écoféministes et décoloniales du développement, de l'engagement politique et des solidarités. L'étudiante est assistante de recherche sur un projet de recherche s'intéressant aux identités transculturelles dans les Amériques sous la supervision d'Afef Benessaieh à l'Université TÉLUQ. Auparavant, elle a obtenu un diplôme de baccalauréat du programme de *Communication, politique et société* et détient un certificat en études féministes de l'UQAM.

Naomie is currently completing her master's thesis in political science at the University of Quebec in Montreal (UQAM). Being enrolled in the Feminist Studies concentration, her research focuses on the links between citizenship and territoriality among Aboriginal women in Costa Rica. More broadly, she is interested in the ecofeminist and decolonial perspectives of development, political participation and solidarities. The student is also a research assistant on a project about transcultural identities in the Americas, under the supervision of Afef Benessaieh at the TELUQ University. Previously, she obtained a bachelor's degree from the program of *Communication, Politics and Society*, and holds a certificate in Feminist Studies from UQAM also.

Actualmente, Naomie está completando su tesis en ciencias políticas en la Universidad de Quebec en Montreal (UQAM). Inscrita en la concentración de Estudios Feministas, su investigación se centra en los vínculos entre la ciudadanía y la territorialidad en las mujeres indígenas de Costa Rica. En términos más generales, le interesan las perspectivas ecofeministas y decoloniales del desarrollo, el compromiso político y las solidaridades. El estudiante es asistente de investigación en un proyecto de investigación sobre las identidades transculturales en las Américas bajo la supervisión de Afef Benessaieh en la Universidad TÉLUQ. Anteriormente, obtuvo una licenciatura del programa Comunicación, Política y Sociedad y tiene un certificado en estudios feministas de la UQAM también.

de réfléchir au modèle de développement hégémonique qui est incompatible avec la sauvegarde de l'environnement et le respect des peuples autochtones et autres communautés rurales. En effet, les conflits socio-environnementaux ne se présentent pas toujours sous la forme d'une industrie extractive explicitement polluante. L'écotourisme est une forme de tourisme qui correspond aux exigences du développement durable qui soulève pourtant des enjeux au niveau du respect des droits socio-environnementaux, notamment des peuples autochtones, puisque sa logique est de coopter le discours environnemental tout en endossant les politiques néolibérales de capitalisation de la nature et des humains.

Keywords: Écotourisme, néocolonialisme, extractivisme, développement durable, éthique du *care*

INTRODUCTION

Pour une certaine classe privilégiée d'individu, le voyage est devenu une norme. La démocratisation du voyage invite à de nouvelles manières d'expérimenter le tourisme. Alors que cette industrie est excessivement polluante et en croissance (Lenzen *et al.*, 2018), il s'est développé des alternatives au tourisme de masse afin d'essayer de réduire les impacts négatifs sur l'environnement et les communautés à proximité des lieux touristiques. L'écotourisme est présenté comme étant une forme d'activité économique durable portant un engagement pour la protection de l'environnement et le développement des communautés locales et/ou dans le respect de celles-ci (Orgaz Agüera et Cañero Morales, 2016). Pour le Costa Rica, l'écotourisme est une pierre angulaire de son image internationale ainsi que de son économie nationale. Toutefois, ce secteur de développement économique n'est pas aussi exemplaire qu'il ne le laisse prétendre de prime abord.

À travers le cas costaricain, ce texte postule que le développement de l'écotourisme s'insère au sein de pratiques extractives néocoloniales permettant la dépossession territoriale de communautés locales –

autochtones ou non – au profit de différents acteurs (gouvernementaux, non gouvernementaux, étrangers ou internationaux) sous le couvert de protection environnementale. Afin d'appuyer cette suggestion, il est question de revisiter le virage vert du système économique international depuis les années 1990 qui ne représente qu'une récupération capitaliste des enjeux environnementaux soulevés par les changements climatiques via la création d'instruments juridiques et économiques à différentes échelles. L'objectif est d'émettre une critique de ce paradigme de développement afin de participer à une réflexion plus large proposée par l'éthique féministe du *care*² et les ontologies autochtones.

Dans cet ordre d'idée, nous aborderons tout d'abord le virage vert de l'économie mondiale et de la notion de développement durable. Le texte enchaînera sur une définition de l'écotourisme et sur la manière dont il vient à se populariser sur la scène internationale pour ensuite brièvement exposer le cas du Costa Rica, étendard mondial de cette pratique. Puis, il sera question de rendre explicites les liens entre extractivisme et écotourisme pour finalement aborder la nécessité de changer de paradigme éthique lorsque nous parlons de développement à la lumière des perspectives écoféministes et des ontologies autochtones.

Il faut par ailleurs préciser que cette analyse est ancrée dans une perspective écoféministe décoloniale³. Ce cadre théorique permet

2 Le *care* possède une définition multiple. Il renvoie tout d'abord à une « activité générique qui comprend tout ce que nous faisons pour maintenir, perpétuer et réparer notre « monde », de sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible » (Tronto et Fischer, 1991, p.40). Ce monde comprend nos corps, nous-mêmes et notre environnement, tous éléments que nous cherchons à relier en un réseau complexe, en soutien à la vie. L'éthique du *care* est notamment développé au sein de la pensée écoféministe.

3 Françoise d'Eaubonne est la première, en 1972, à employer le terme « écoféministe » afin de penser l'émancipation conjointe des femmes et de la nature de la domination masculine. Sans nécessairement participer à l'essentialisation de la catégorie, les écoféministes articulent la domination et l'exploitation de la terre et celle des femmes, comme étant des objets appropriables et non des sujets (Gandon, 2009 ; Larrère, 2017 ; Laugier, 2015 ; Plumwood, 2015 ; Shiva, 1993). La perspective décoloniale « représente une alternative pour penser à partir de la spécificité historique et politique des sociétés elles-mêmes, et non seulement vers ou sur elles » (Verschuur et Destremau, 2012, p. 9). Elle combine l'analyse du système-monde (Wallerstein,

d'articuler, sans essentialiser, l'imbrication des systèmes de domination et d'exploitation des corps marginalisés et des ressources naturelles rendant visibles les liens complexes existant entre le territoire et les individus, groupes sociaux et/ou collectivités. À noter que cet article ne met pas en doute les bénéfices ponctuels apportés par l'industrie écotouristique au niveau de l'amélioration des infrastructures et des conditions de vie pour certain.es membres de communautés locales au Costa Rica (Hunt *et al.*, 2015). Il souhaite toutefois s'intéresser à la distribution inégalitaire des biens et des maux environnementaux entre peuples et classes sociales, tout en se questionnant plus largement sur l'articulation des activités humaines et des écosystèmes au sein desquels elles se déploient.

PARADIGME ÉCONOMIQUE – ÉCONOMIE VERTE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

La colonialité du pouvoir s'exprime notamment à travers les champs discursif et épistémique (Quijano, 2000 ; Escobar, 2005). Ainsi, les discours ne sont pas neutres, mais bien porteurs d'idéologies et de rapports de pouvoir. Le discours environnementaliste n'y fait pas exception. Selon Toke (2000), le discours environnemental moderne recoupe trois éléments: l'incapacité du mode de production capitaliste à considérer l'environnement, les activités humaines qui menacent l'environnement et le concept de durabilité. La solution envisagée par les institutions du système économique mondial a été d'intégrer l'environnement au marché en donnant une valeur aux ressources, répondant ainsi aux exigences du libre-échange. Pour donner une valeur à la nature, elle est fragmentée en biens et services, puis incorporée aux cycles de consommation. Elle permet ainsi de créer de la richesse, non plus seulement en tant que matière première à transformer, mais en elle-même.

1974) et la reconnaissance des capacités d'action culturelle des sujets intégrant ainsi les approches macro-structurelles et micro-individuelles. Cette perspective pense l'ensemble des dominations matérielles et symboliques découlant de la colonisation, c'est-à-dire la colonialité du pouvoir (Quijano, 2000, 2007).

Selon cette approche, l'économie de marché peut alors favoriser la protection de l'environnement via des incitatifs économiques afin d'intégrer les préoccupations environnementales au niveau du commerce international et de l'investissement. En cohérence avec le modèle de développement capitaliste néolibéral, le mouvement global pour la protection de l'environnement a opté pour l'adoption de pratiques basées sur le marché, ce qui signifie: le lègue de la gouvernance de l'État aux organisations non gouvernementales (ONG) et au secteur privé ; la création d'un marché de biens et services environnementaux ; la privatisation des ressources pour ce marché ; la commercialisation des ressources afin de faciliter leur échange ; l'établissement de partenariat avec des corporations privées pour la conservation (Fletcher, 2012).

Toutefois, le système néolibéral de gouvernance environnementale n'intègre pas de lui-même le respect des cultures et des modes de vie des populations locales et/ou autochtones. C'est plutôt suite à des mobilisations transnationales que les discours des institutions financières internationales ont changés afin d'intégrer l'importance des savoirs, pratiques et de la participation des peuples autochtones⁴ et des communautés locales au développement économique et à la protection de l'environnement. L'adoption du discours du développement durable au tournant des années 1990 est justement une réponse à l'échec, tant au niveau social qu'environnemental, des politiques de développement des années 1970 (Malki, 2010). En effet, suite aux conséquences environnementales de l'application des Plans d'ajustements structurels⁵ du Fonds monétaire international (FMI) et

4 Dans la *Ley Indígena* de 1977, les autochtones sont définis comme étant les « *personas que constituyen grupos étnicos descendientes directos de las civilizaciones precolombinas y que conservan su propia identidad* » (Article 1). Selon cette loi, chacun des huit peuples définit par lui-même, de manière autonome, qui est considéré comme autochtone. Au Costa Rica, il existe 8 peuples autochtones: Bribri, Cabécares, Malekus ou Guatusos, Chorotegas, Huetares, Teribe ou Terrabas, Brunças ou Borucas et Ngâbes ou Guyamies qui sont répartis, pour la plupart, au sein de 24 territoires juridiquement reconnus par la *Ley Indígena* de 1977.

5 Les plans d'ajustements structurels sont la thématique principale de la Banque mondiale en 1981, en réponse aux crises économiques à travers les pays dits en développement. Ceux-ci renvoient à l'accentuation de la stratégie déjà mise en place durant les années 1960 par les institutions financières internationales. En termes macroéconomiques, il

de la Banque mondiale (BM), le discours du développement durable est adopté comme discours étendard de la lutte à la pauvreté et la dégradation environnementale.

C'est en 1987 que la notion de développement durable est définie dans le Rapport Brundtland comme étant un modèle de permettant « de répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations à venir de satisfaire les leurs » (1987, p. 14). Au sein de ce paradigme de développement, la nature et les humains sont toujours considérés comme des ressources capitalisables. Le discours du développement durable permet alors d'entériner le fait de transformer la nature en commodités ayant une valeur économique, de créer des enclaves et, ainsi, d'imposer la globalisation économique (Isla, 2005).

Le terme « durabilité » en lui-même n'est pas neutre ou technique, mais bien ancré idéologiquement. Teinté d'occidentalocentrisme et de moralisme associé au concept de gouvernance, il suggère une gestion axée sur l'État minimal et la coopération avec le secteur privé. Pour Smouts (1998), cette conception de la durabilité ne signifie pas la protection de la nature, mais plutôt la survie humaine qui, elle, dépend de la pérennité des ressources pour garantir le développement dans le système économique actuel. De cette manière, la gouvernance environnementale permet d'institutionnaliser les normes néolibérales ayant pour objectif le maintien de l'ordre économique actuel, voire perpétuer son expansion (Berstein, 2002). La rhétorique du développement durable est donc le résultat d'une épistémologie conservatrice centrée autour d'un idéal de croissance économique, tel que le propose le capitalisme néolibéral.

QU'EST-CE QUE L'ÉCOTOURISME ?

est question de libéraliser davantage le marché économique « aligning the prices of the international market, and lowering protective tariffs; devaluating the currency; stimulating the attraction of external investment and the free circulation of capital; stimulating productive specialization and expanding exports, especially agricultural ones » (Mendes Pereira, 2013, p. 365). Au niveau des politiques sociales et de l'administration étatique, l'objectif principal est la réduction des déficits publics.

La notion d'écotourisme se forge au cours des années 1980 en réponse aux tensions existantes entre croissance du tourisme et dégradation de l'environnement (Honey, 2002). Il s'agit d'un mot-valise constitué des mots « écologie » et « tourisme ». Cette forme de tourisme est généralement définie par ses objectifs, soit la « conservation des milieux naturels, l'éducation de toutes les parties concernées (touristes, communautés locales, gouvernements, ONG, industries), la promotion de comportements moraux et éthiques en matière de protection de l'environnement naturel et culturel » (Lozato-Giotart, 2006, p. 160), le tout en coopération avec les populations locales (Miller, 2012 ; Colla, 2012).

Les auteur.es s'accordent effectivement pour dire que l'écotourisme possède plusieurs dimensions: voyager vers des destinations naturelles ; minimiser les impacts de son passage, construire une conscience environnementale ; permettre des bénéfices économiques directs pour la conservation environnementale et les populations locales ; assurer le respect de la culture locale ; supporter des droits humains et la démocratie (Miller, 2012 ; Fabiola, 2006).

Pour Wall et Mathieson (2006), il existe six avantages économiques au tourisme de manière générales: la stimulation des échanges ; la stabilisation et le balancement des paiements ; la génération de revenus ; la création d'emplois ; l'amélioration des structures économiques ; incitation à l'entrepreneuriat ; la stimulation de l'économie régionale. L'écotourisme permet effectivement le développement local en augmentant l'employabilité et encourageant la coopération entre acteurs publics, privés et non gouvernementaux. Dans certains cas, cela entraîne l'amélioration ou la construction d'infrastructures ainsi que l'accès à des services auprès des communautés locales, tout en augmentant la participation de ces dernières au sein des processus de prise de décision (Hunt *et al.*, 2015). L'écotourisme vient alors se poser en solution face à un tourisme de masse déconnecté des réalités locales, provoquant des dommages environnementaux importants et appauvrissant les populations à proximité du lieu touristique en provoquant l'augmentation du coût de la vie (Miller, 2012).

Toutefois, l'écotourisme n'est pas exempt d'effets néfastes qui entrent en contradiction avec ses objectifs principaux. D'abord, le

tourisme est une économie d'exportation stimulant et dépendante des investissements étrangers qui s'incarnent parfois sous la forme de consommations touristiques entraînant la tertiarisation de l'économie. Par exemple, malgré la stimulation économique proposée par l'écotourisme en région, les postes de gestionnaires hauts placés se retrouvent aux mains d'étrangers ou des personnes de classe aisée tandis que les locaux se retrouvent avec des emplois plus précaires (Colla, 2012).

La stimulation de l'économie périphérique et la venue de personnes avec un plus grand pouvoir d'achat entraînent également une inflation des prix dans les zones touristiques, forçant ainsi les locaux à s'en éloigner, faute de moyen pour y vivre désormais (Fabiola, 2006). Aussi, la population locale ne partage pas nécessairement une perspective unifiée sur l'écotourisme, ce qui peut engendrer des tensions internes. Par ailleurs, l'expropriation⁶ de communautés locales fait partie des effets négatifs de l'écotourisme puisque nombre d'aires de conservation transformées en parcs nationaux ont entraîné des déplacements forcés (Malki, 2010 ; Isla, 2005 ; Girot, 1993).

De plus, l'industrie touristique exploite à son profit l'héritage des cultures locales et/ou autochtones, et ce, sans redevabilité aux membres de ces communautés⁷. Tout cela a des conséquences considérables sur les modes de vie, sans parler de l'impact des comportements irrespectueux, envers la nature ou les cultures que les touristes peuvent adopter. L'exploitation des ressources naturelles pour des gains économiques participe à la dégradation de l'environnement et souvent les outils d'évaluation à disposition ne permettent pas toujours de bien prévoir les impacts à long termes. À cela s'ajoute le fait que la majorité des profits vont dans les poches de

6 Dans le processus de création d'aires protégées ou de parcs nationaux, l'État costaricain, dans sa réorganisation territoriale, s'est vu dans l'obligation de financer l'expropriation de communautés locales en plus d'éliminer leur droit d'utiliser la terre (Girot, 1993).

7 Par exemple, Orgaz Agüera et Cañero Morales (2016) dénotent que c'est à travers l'exploitation de la nature et de la culture que l'écotourisme recherche la préservation des ressources naturelles et du développement culturel communautaire. Toutefois, cela ne se fait pas sans altérer les pratiques quotidiennes et traditionnelle de ces communautés qui vivent parfois les effets néfastes de cette forme de tourisme, dont la perte de la culture.

corporations étrangères impliquées dans l'écotourisme au détriment des communautés à proximité qui subissent les effets de cette concentration des terres. Il serait également intéressant de se pencher sur les rapports sociaux internes aux communautés afin de voir à qui bénéficie les pratiques écotouristiques et, conséquemment, qu'elles tensions en résultent. Le modèle de développement de l'écotourisme va potentiellement causer la perte de ce qu'il tente de forger, soit une forme de tourisme responsable, respectueuse de l'environnement et redevable aux communautés, puisque les compagnies visent à faire des profits à court terme, les touristes cherchent leur satisfaction personnelle et que les populations locales veulent maximiser leurs bénéfices économiques (Colla, 2012).

L'ÉCOTOURISME AU COSTA RICA

Ce petit pays de l'Amérique centrale possédant près de 5% de la biodiversité mondiale, capitalise sa richesse écologique sous via des aires protégées représentant approximativement 25% de son territoire (Sinac, 2007). Paradoxalement, cette image internationale de « pays vert » cache la réalité du déboisement massif ayant eu lieu suite à des choix économiques orientés vers l'exportation des produits d'élevage et de l'agro-industrie. En 2000, c'est 89% du territoire qui avait été déboisé au cours de l'histoire du pays (Fabiola, 2006). De plus, ces aires protégées n'ayant pas les mêmes vocations, certaines sont accessibles aux touristes qui participent de la dégradation des lieux malgré les quotas d'accès (Vargas Ulate, 2009).

Ce processus, qu'Isla (2016) qualifie de *greening*⁸, est une forme de privatisation de la nature qui permet de convertir la biodiversité

8 Le *greening* renvoie au transfert de « resources from the new nature, the opening of new markets in common areas for the so-called service-oriented economy, the dispossession of labour, and the loss of livelihoods through resources destruction » (Isla, 2015, p. 167). Cette forme de privatisation de la nature permet de convertir la nature en capital et réduit considérablement l'accès au territoire, zones de production ou de divertissement, aux populations locales. Au final, ces efforts pour la réduction des pressions exercées sur les ressources naturelles ont des effets considérables sur les populations les plus défavorisées alors que le réel obstacle à la préservation de

en capital et réduit considérablement l'accès au territoire – zones de (re)production ou de divertissement – aux populations locales. L'écotourisme est un secteur participant de ce processus de privatisation de la nature. Effectivement, il est possible de soulever des arguments proposés par des auteur.es critiques qui stipulent qu'il s'agit d'une permutation, au sein d'un système, d'un agenda de conservation qui amène la nature à devenir des commodités et les peuples natifs à devenir de la main-d'œuvre bon marché. Par ailleurs, il faut noter que c'est dans un contexte d'endettement⁹ que le Costa Rica crée des aires protégées afin d'être en mesure de capitaliser sur ses richesses naturelles et ainsi répondre aux demandes des pays créditeurs.

Bien qu'il soit impossible de réduire l'écotourisme aux actions uniques des ONG et de l'État, puisque de nombreuses petites entreprises ont permis de consolider ce modèle d'affaires, la création du système de parcs nationaux, comme politique de préservation de la nature, a joué un rôle déterminant dans le développement de l'écotourisme au Costa Rica. Cependant, afin d'assoir son régime de parcs nationaux et d'aires protégées, l'État s'est vu contraint de financer l'expropriation de communautés locales, parfois sans les informer ou les inclure dans le processus en plus d'éliminer leur droit d'utiliser la terre (Giro, 1993; Fletcher, 2012).

Dans son ouvrage, Isla (2005) énonce que la dépossession des populations locales de leur accès à la nature crée de l'instabilité qui vient provoquer des comportements la mettant en danger. À travers les

l'environnement se retrouve dans l'extractivisme industriel majoritairement contrôlé par des compagnies étrangères (Fletcher, 2012).

- 9 Durant les années 1960 et 1970, le Costa Rica a reçu des prêts de la part d'investisseurs étrangers, soit des pays « développés », de banques et d'agences internationales, afin de promouvoir développement industriel du pays. Cette dépendance économique, à travers la contraction de dettes, amène le pays à s'intégrer davantage au marché économique international en adoptant les principes du libre-marché. Suite à la crise de la dette des années 1980, le Costa Rica a été un bon élève des Plans d'ajustement structurel émis par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM). Dès 1982, le pays centraméricain applique les politiques de stabilisation et de libéralisation économique proposées par ces acteurs internationaux et en 1989, il signe avec le FMI une entente pour la poursuite des politiques économique néolibérales et la restructuration des finances publiques (Isla, 2005).

exemples de régulation de la chasse et de la pêche par l'instauration de permis payant, l'auteure dénonce notamment le processus de criminalisation des pratiques ancestrales de subsistance. Cette exclusion entraîne une marginalisation et un appauvrissement des populations locales en occasionnant une coupure entre leur mode de vie traditionnel, souvent d'autosubsistance, et les lois de protection environnementales. La séparation provoquée entre la nature et ces peuples crée un sentiment de désordre, d'aliénation, de fragmentation et d'incertitude.

L'écotourisme comme activité économique basée sur les mécanismes du marché est employé pour supporter le modèle de conservation néolibéral (Fletcher, 2012). Même dans le cas d'un modèle à succès, l'écotourisme peut avoir des impacts négatifs sur l'environnement local dont l'augmentation de la quantité de déchets (sans parler des problèmes d'égouts ou d'accessibilité à l'eau potable), la perturbation des habitats naturels, l'érosion du sol, etc. (Stem *et al.*, 2003; Gould et Lewis, 2009 ; Koens *et al.*, 2009). Au final, les efforts pour la réduction des pressions exercées sur les ressources naturelles, comme les aires de conservation, peuvent avoir des effets considérables sur les populations à proximité, notamment les peuples autochtones.

L'ÉCOTOURISME: PRATIQUE EXTRACTIVE ET NÉOCOLONIALE ?

L'intention de ce texte est d'inviter à penser le tourisme, sous toutes ses formes, comme une forme de pratique extractive. L'extractivisme¹⁰ désigne un modèle de développement basé sur des systèmes d'exploitation des ressources primaires (animales, végétales ou minérales) en vue de sa commercialisation, provoquant des dissymétries économiques, politiques et environnementales entre le Nord global et les, mais aussi entre différentes régions des Suds (Serrano, 2014 ; Escobar, 2014

10 Au-delà de l'extractivisme qui est d'abord compris comme un modèle d'accumulation économique ancré dans l'accaparement et l'exploitation des terres, il existe également l'extractivisme épistémologique et ontologique (Grosfoguel, 2016).

; Svampa, 2009). Il s'agit d'un modèle de développement qui implique l'accumulation permanente de biens matériels, propre au capitalisme (Agosto, 2014). Il est possible de parler de paradigme de développement néolibéral lorsque les pratiques extractivistes sont accompagnées de mesures législatives et de lois fiscales facilitant leurs implantations (Serrano, 2014 ; Langlois, 2014; Torunczyck, 2016; Bebbington *et al.*, 2008) comme c'est le cas pour le développement écotouristique. La coexistence, dans un espace national, de l'écotourisme et d'industries extractives peut sembler paradoxale à priori, car les deux secteurs économiques semblent avoir des logiques antagoniques. Toutefois, les deux sont supportées par les mêmes institutions.

Alors que l'écotourisme est emblématique de l'adaptation d'un secteur économique aux normes du développement durable, il s'appuie également sur la création d'enclave sous forme d'aires « protégées » ayant pour conséquence la restriction d'accès à certains lieux, ressources et paysages aux membres des communautés environnantes. Ce processus d'enclavement s'apparente à celui d'accaparement de terres pratiqué par les industries extractives. Il s'agit en réalité des deux côtés d'un même phénomène provoqué par la néolibéralisation de l'environnement: d'un côté, l'extractivisme industriel et, de l'autre, l'écotourisme postindustriel.

Comme le mentionne Cañada (2010) le tourisme de manière générale – l'écotourisme n'y faisant pas exception – répond d'une logique d'expansion capitaliste qui consiste à la « découverte » d'un territoire « vierge », l'exploitation et la massification des lieux puis à la nécessité de se réinventer une fois la ressource épuisée – l'exotisme dans le cas présent. Ainsi, tant pour les industries extractives que pour le tourisme, même dans son pendant écologique, il est possible de constater la décentralisation et la libéralisation de la gestion environnementale conjuguées à la marchandisation et la privatisation des ressources naturelles, le tout supporté par les politiques économiques de l'État et la privatisation de certains services environnementaux.

Dans un contexte de développement durable, « l'économie doit alors considérer la variable écologique comme facteur de développement, tandis que l'écologie intègre les lois de l'économie » (Beauvais et

Matagne, 1999, p. 6). Il est question de penser la gestion rationnelle des ressources afin de penser l'équité sociale. Toutefois, le concept de développement durable sert les intérêts du Nord global au détriment des Suds et permet (volontairement ou non) le maintien ces derniers dans des conditions de « sous-développement ». C'est en ce sens qu'il est suggéré que l'écotourisme soit une pratique néocoloniale.

La notion de néocolonialisme sert à décrire les pratiques en continuité avec les arrangements sociaux, économiques, politiques, culturels et épistémiques pré-indépendances au sein des nations ayant subi la colonisation. Cela fait référence à la colonialité du pouvoir qui rend compte du processus historique de la construction de ces structures actuelles du pouvoir global qui s'organise autour d'une classification sociale de la population mondiale autour du marqueur de la race, du genre et de la classe (Quijano, 2000 ; Lugones, 2008). Le néocolonialisme peut également s'exprimer sous la forme d'un colonialisme interne qui englobe des phénomènes de conflits et d'exploitation au sein d'une nation colonisée historiquement et s'actualise à travers des structures de relations sociales et/ou matérielles de domination entre différents groupes sociaux (racisé ou genré par exemple).

Il semble pertinent de contextualiser ces changements économiques et ces politiques de développement puisque c'est suite à la crise de l'endettement des États latino-américains des années 60-70 que les mécanismes de développement durable ont été mis de l'avant par la BM et le FMI (dont le développement de l'écotourisme fait partie). Par ailleurs, ne possédant pas la capacité financière pour investir dans des infrastructures qui permettent la protection de l'environnement ou les pratiques écotouristiques, le Costa Rica a dû faire des ententes avec des investisseurs étrangers ayant des intérêts au pays.

Par exemple, tel que soulevé par Isla (2005) un système de *debt-for-nature investment* (DNI) se met en place en 1995 entre le Costa Rica et le Canada, ce qui permet notamment la création d'aires de conservation. Avec une promesse de réduction de sa dette, l'investissement canadien au Costa Rica est géré par l'ONG *World Wildlife Fund Canada* (WWF-C) en partenariat avec l'Institut national de la biodiversité (INBio). De même qu'en 1997, le Protocole de Kyoto

met en place un marché du carbone offrant la possibilité au Costa Rica de « payer en nature » ses dettes. Ce sont ainsi popularisé les *debts-for-nature*, c'est-à-dire la contraction d'une dette au-delà de la capacité de payer entre un pays en développement regorgeant de ressources naturelles exploitables aux Suds et un pays du Nord global, le Canada par exemple, afin d'assurer une présence dans l'exploitation des ressources naturelles là-bas (Isla, 2015). Il s'agit donc d'un moyen employé par les banques et les pays créditeurs afin d'assurer leur mainmise sur les ressources naturelles, ce qui aura un impact sur la gestion du territoire et des ressources naturelles affectant, par le fait même, certaines communautés autochtones et rurales dans le développement de divers projets¹¹. Cela participe à la destruction des économies de subsistance traditionnelles des populations locales et met la biodiversité à risques (Navarro Cerdas, 2014).

De plus, les propriétaires sont fréquemment des étrangers (internationaux ou urbains) qui viennent s'établir et qui engagent des locaux, reproduisant ainsi la précarité des emplois chez les membres des communautés à proximité qui sont à nouveau dépossédées d'une autonomie (Fletcher, 2012). Bien sûr, l'écotourisme génère des revenus et ouvre des emplois pour une partie de la population locale, mais cela s'inscrit au sein d'un schéma qui reproduit les inégalités sociales et, plus récemment, une tendance qui renforce les limitations et le contrôle externe des accès à la terre et aux ressources naturelles.

Les prérogatives du développement durable encouragent l'inclusion des populations locales aux activités de croissance économique. Cependant, les communautés dont le développement et la source principale de revenus sont liés aux activités écotouristiques, deviennent vulnérables aux fluctuations de l'économie internationale, renforçant ainsi la dépendance structurelle géopolitique entre Suds et Nord global. C'est également le cas avec les industries extractives. Cela exemplifie la manière dont la logique du développement durable, via la fragmentation de la nature et la marchandisation des services

11 Voir Isla (2015) au sujet de l'implantation de la minière canadienne Ariel dans la ville de Miramar située sur la « golden belt » costaricaine.

écosystémiques, reproduit les structures coloniales de dépendance historique entre le Nord global et les Suds en plus d'être ancrée et de participer à la reproduction d'une logique économique néolibérale (Malki, 2010). De plus, malgré l'existence de centaines de traités internationaux adoptant les préceptes du développement durable, le bilan environnemental n'est pas concluant.

Plusieurs parallèles sont donc possibles entre les pratiques des industries extractives et l'écotourisme. À commencer que les deux secteurs se développent à travers le même modèle économique néolibéral de libéralisation et de privatisation des ressources naturelles. Dans le système mondial, ces secteurs participent de l'accentuation de la dépendance nationale aux investissements étrangers et de la dépendance locale aux activités écotouristiques ou industrielles au profit de propriétaires étrangers. Dans les deux cas s'observent une dépossession territoriale marquée par des intérêts économiques, une restriction d'accès à certains lieux et paysages (Maglia, 2017) et le développement d'infrastructures qui ne visent pas à desservir directement la population locale. À cela s'ajoute la dégradation de l'environnement, l'exploitation de la main d'œuvre, la pollution qui affecte la qualité de vie des populations à proximité ainsi qu'une rupture de l'organisation sociale et une reconfiguration des liens sociaux au sein de communautés avoisinantes.

ÉTHIQUE ET DÉVELOPPEMENT

Ce texte a comme objectif, à travers le cas du Costa Rica, de poser une réflexion sur la manière dont l'écotourisme s'apparente à une pratique extractive et incarne une forme de néocolonialisme afin de questionner le paradigme de développement durable mis en place au tournant des années 1990.

Au Costa Rica, l'écotourisme se développe principalement en réponse à la crise de l'endettement provoqué par les Plans d'ajustement structurel imposé par la Bm et le FMI (Fletcher, 2012 ; Miller, 2012). C'était donc une manière de répondre aux exigences de ses investisseurs étrangers et des institutions internationales

tout en favorisant la protection de l'environnement en évinçant les « pauvres » plutôt que les industries extractives, allant des minières aux industries agroalimentaires. Toutefois, valoriser uniquement la stimulation économique afin de favoriser la réduction de la pauvreté évacue le débat portant sur les inégalités d'accès aux ressources naturelles et aux revenus générés par ces activités, tel l'écotourisme (Fletcher, 2012).

Le paradoxe de l'écotourisme est qu'en permettant l'apport de devises étrangères, via des activités qui perturbent les milieux naturels et culturels, cela remet en question les droits territoriaux des communautés locales et/ou autochtones tout en renforçant la dépendance structurelle des habitant.es des Suds aux activités économiques du Nord global (Beauvais et Matagne, 1999). Il s'agit alors d'une nouvelle forme de colonialisme sous le couvert de l'environnementalisme entraînant un droit d'ingérence qui n'est nullement réciproque ou équitable. En plus de s'inscrire en continuité avec les pratiques coloniales en tant que pratique néocoloniale d'appropriation territoriale, l'écotourisme est un outil producteur et reproducteur d'inégalités structurelles et de dépendance tant au niveau national qu'international.

La recherche du profit et de la croissance infinie au cœur du capitalisme est en contradiction avec un environnement dont les ressources sont limitées. L'idée de devoir donner une valeur monétaire aux écosystèmes afin de leur accorder un intérêt répond de la théorie de la valeur instrumentale où la nature n'a d'importance que si elle est utile pour l'humanité, ce qui suppose un rapport à la nature en termes de sujet/objet propre à la modernité néolibérale. Indépendamment du réel besoin de préserver la diversité biologique, la gestion des ressources environnementales « appartient à une vision du monde empreinte de rationalisme positiviste inhérent à cette idéologie » (Malki, 2010, p. 56).

Alors que l'économie se positionne en grand omniscient de la société civile, les rapports de pouvoir qu'elle entraîne et l'idéologie qui la porte ne peuvent être écartés, et ce, encore moins à l'heure d'une crise environnementale. À l'instar de Strange (1996), il semble nécessaire d'aborder les relations internationales en y intégrant la notion de pouvoir pour analyser le but des acteurs dans la coopération

et/ou négociation. Il existe donc une forme d'implication éthique et politique dans les choix économiques effectués par les institutions internationales et les États. C'est pourquoi il est nécessaire de transformer nos manières de percevoir nos relations au monde et, conséquemment, notre gestion environnementale.

En réponse à la modernité libérale, qui a pour effet de poser l'humain comme sujet et la nature comme objet (Latour, 1991), il est intéressant de se pencher sur les éthiques proposées par les mouvements écoféministes et les perspectives mises de l'avant par diverses cosmovisions autochtones. L'éthique du *care* offre une nouvelle perspective de la philosophie morale libérale hégémonique actuelle. Elle permet d'y faire entrer le domaine du sensible, met les relations interindividuelles au cœur de la vie morale et renonce à l'idéal d'autonomie telle que définie par la philosophie libérale en plaçant la vulnérabilité comme étant constitutive de l'individu (Petit, 2014). La vulnérabilité est ici comprise comme étant une forme « d'impuissance et de souffrance produites sur les sujets par des actions et des types de relations qui ont pour spécificité de compromettre le développement, le maintien ou l'exercice de leur autonomie » (Garrau et Le Goff, 2012, p. 119). Cette manière de percevoir la société en termes relationnels transforme la vision de l'individu qui n'est plus pensé comme étant autonome, mais plutôt comme étant vulnérable.

Dans le domaine du développement et de la protection de la nature, les écoféminismes proposent le concept de *care* environnemental. Celui-ci permet de penser le déploiement du *care*¹² au non-humain tout en critiquant les éthiques environnementales qui conçoivent la nature comme étant extérieure à l'humain et qui l'idéalisent, rencontrant ainsi une vision holistique du monde. En mettant au centre la notion d'interdépendance au sein du vivant, la conception même de l'humain suggérée par le *care* – la priorité donnée à la vulnérabilité de chacun.e – transforme notre rapport aux animaux et à la nature. La relation d'interdépendance et la vulnérabilité peuvent alors s'étendre au non-humain et à « tout ce qui dans la nature est

12 Voir la note de bas de page à la page 2.

fragile et doit être protégé – la biodiversité, la préservation des espaces naturels, des paysages ou des espèces, la qualité de l'air et de l'eau » (Petit, 2014, p. 252). À partir de l'éthique du *care*, il est possible de penser un développement basé sur une vision de la responsabilité qui serait relationnelle et interdépendante, plaçant ainsi les relations de pouvoir au cœur de l'analyse et des pratiques de « développement » (Laugier, 2015).

Alors que diverses stratégies sont mises en place par les mouvements autochtones pour résister aux formes de néocolonialisme, l'adoption d'une thématique écologique donne de la force et de la légitimité aux mouvements, tant au niveau national qu'international. Les rhétoriques de la *Pachamama* ou du *buen vivir* s'ancrent autant dans la matérialité, via les arguments écologistes, que dans la défense de la cosmovision autochtone et de leur territorialité (Poupeau, 2013 ; Boullosa-Joly, 2016.). Bien qu'hétérogènes, les peuples autochtones se revendiquent généralement d'une lecture holistique du monde. Une compréhension qui s'ancre dans l'harmonie, le respect et la complémentarité des rôles. Cette éthique « du respect, du souci et de la responsabilité à l'endroit de la terre est souvent fondée sur l'existence de relations spécifiques, nouées au fil des générations, avec des régions particulières de la terre » (Plumwood, 2015, p. 28). Ces luttes centrées sur l'environnement amorcent un dialogue « caractérisé par la valorisation des savoirs locaux et l'élaboration d'un savoir expert indépendant des discours dominants » (Svampa, 2011, p. 114).

Alors que l'éthique du *care* ou le *care* environnemental ne pense pas directement à travers le processus de décolonisation, le changement de paradigme éthique et de pratiques qu'il suggère semble pouvoir ouvrir la voie et rejoindre les propositions des perspectives autochtones et décoloniales (Dussel, 2013 ; Escobar, 2014 ; Grosfoguel, 2014). L'éthique du *care* fournit également une autre conception de l'indispensabilité qui prend compte de l'ensemble des dépendances et met l'accent sur les inégalités de bien-être, contre l'idée libérale de développement durable, « essentiellement articulée à l'indispensabilité du maintien du niveau de vie des sociétés développées » (Laugier *et al.*, 2015, p. 10).

CONCLUSION

L'objectif de cet article était d'entreprendre une réflexion sur les parallèles possibles entre écotourisme et pratiques extractives afin de penser les enjeux soulevés par le modèle de développement actuel, incompatible avec la sauvegarde de l'environnement et le respect des peuples autochtones. Sans nier ses apports positifs possibles, l'écotourisme, sous le couvert de la logique du développement durable, endosse et reproduit les politiques néolibérales de capitalisation de la nature ayant des impacts incontestables sur cette dernière et sur les populations à proximité des lieux où se développent ces secteurs économiques.

C'est à travers l'exemple du Costa Rica et du processus de mise en place de ses politiques « vertes » et de son régime de parcs nationaux qu'ont été mis en lumière les liens et paradoxes entre l'écotourisme, lois de protection environnementales, développement durable, extractivisme et droits socio-environnementaux. Il est avancé que la logique du développement durable, sous le couvert d'un discours d'un développement respectueux de la nature et des populations locales et autochtones, fait encore partie de cette logique d'appropriation, d'exploitation et de capitalisation de la nature au détriment des modes de vie traditionnelles. C'est pourquoi il est pertinent de poser des réflexions quant au paradigme éthique qui supporte le développement afin de repenser une distribution plus égalitaire des biens et maux environnementaux entre peuples et groupes sociaux, en faisant de la vulnérabilité et de l'interdépendance les socles de cette pratique, tel que suggéré par l'éthique du *care*.

BIBLIOGRAPHIE

Agosto, Patricia (2014), « Debate sobre Pachamamismo, Extractivismo y Desarrollo en las Luchas Socioambientales », *Investigación K*, vol. 6, no. 1, pp. 30-37.

Beauvais, Jean-François et Patrick Matagne (1999) « Le concept de corridor vert et le développement durable au Costa Rica », *Annales de Géographie*, vol. 108, no. 605, pp. 5-20.

Bebbington, Anthony *et al.* (2008), « Mining and Social Movements: Struggles Over Livelihoods and Rural Territorial Development in the Andes », *World Development*, vol. 36, no. 12, pp. 2888-2905.

Bernstein, Steven (2002), « Liberal Environmentalism and Global Environmental Governance », *Global Environmental Politics*, vol. 2, no. 3, pp. 1-16.

Boullosa-Joly, Maité (2016), « La *Pachamama* dans tous ses États: les *leaders* indiens réduits au silence par les entreprises minières dans le Nord-Ouest argentin », *Cahiers des Amériques latines*, vol. 2, no. 82, pp. 71-94.

Bourgault, Sophie et Julie Perrault (dir.). *Le care: éthique féministe actuelle*. Montréal: Éditions Remue-ménage, 2015.

Brundtland Report. Report of the World Commission on Environment and Development. General Assembly of the United Nation. *Our Common Future*. ONU: 42e Session, 1987.

Büscher, Bram et Veronica Davidov (eds.). *The Ecotourism-Extraction Nexus: Political Economies and Rural Realities of (un)Comfortable Bedfellows*. New York: Routledge, 2014.

Butcher, Jim. *Ecotourism, NGOs and Development: A Critical Analysis*. New York: Routledge, 2007.

Cañada, Ernest. *Turismo y conflictos socioambientales en Centroamérica*. Nicaragua: Enlace, 2010.

Castree, Noel (2003), « From Theory to Practice (Back and Again) », *Institute of British Geographies*, vol. 28, no. 1, pp. 35-55.

Colla, Victoria Nicole. « The green giant: the framework and role of ecotourism in Costa Rica ». Mémoire de maîtrise en études interdisciplinaires, University of Stephen F. Austin, 2012.

Cordero, Allen, Daniel Hiernaux et Luis Van Duynen (eds.). *Imaginarios Sociales y Turismo Sostenible*. Costa Rica: Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (Flacso), 2002.

Cordero, Allen. *Nuevos ejes de acumulación y naturaleza. El caso del turismo*. Argentina: Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (Clasco), 2006.

Dussel, Enrique. *Ethics of Liberation: In the Age of Globalization and Exclusion*. Durham: Duke University Press, 2013.

Escobar, Arturo. « El post-desarrollo como concepción y práctica social ». In *Política de Economía, ambiente y sociedad en tiempo de globalización*, Daniel Mato (ed), pp. 17-31. Caracas: Facultad de Ciencias Económicas sociales, 2005.

Escobar, Arturo. *Sentipensar con la Tierra*. Colombia: Ediciones Unaula, 2014.

Fabiola, Nicolas (2006), « Un bilan des enjeux et impacts de l'écotourisme au Costa Rica », *Études Caribéennes*, no. 5, pp.1-8.

Fletcher, Robert (2012), « Using the Master's Tools ? Neoliberal Conservation and the Evasion of Inequality », *Development and Change*, vol. 43, no. 1, pp. 295-317.

Gandon, Anne-Line (2009), « L'écoféminisme : une pensée féministe de la nature et de la société », *Recherches féministes*, vol. 22, no. 1, pp. 5-25.

Garrau, Marie et Alice Le Goff (2009), « Vulnérabilité, non-domination et autonomie: l'apport du néorépublicanisme », *Astéris*, no. 06, pp. 1-19.

Giro, Pascal-Olivier (1993), « Parcs nationaux et développement rural au Costa Rica: mythes et réalités », *Tiers-Monde*, vol. 34, no. 34, pp. 405-42.

Gould, Kenneth A. et Tammy Lewis. *Twenty Lessons in Environmental Sociology*. New York: Oxford University Press, 2009.

Grosfoguel, Ramón (2016), « Del « Extractivismo Económico » al « Extractivismo Epistémico » y « Extractivismo Ontológico »: Una Forma de Conocer, Ser y Estar en el Mundo », *Tabula Rasa*, no. 24, pp. 123-143.

Grosfoguel, Ramón. « La décolonisation de l'économie politique et les études postcoloniales: transmodernité, pensée décoloniale et colonialité globale ». In *Penser l'envers obscur de la modernité. Une anthologie de la pensée décoloniale latino-américaine*, Rougier Claude Bourignon, Philippe Colin et Ramón Grosfoguel, pp. 101-134. Limoges, Presse Universitaires de Limoges, 2014.

Hill, Jennifer et Tim Gale. *Ecotourism and Environmental Sustainability: Principles and Practice*. Cornwall: Ashgate, 2009.

Honey, Martha. *Ecotourism and Certification*. Washington: Island Press, 2002.

Honey, Martha. *Ecotourism and Sustainable Development*. Washington: Island Press, 2008.

Hunt, Carter A., et al. (2015), « Can Ecotourism Deliver Real Economic, Social, and Environmental Benefits ? », *Journal of Sustainable Tourism*, vol. 23, no. 3, pp. 339-357.

Isla, Ana (2005), « Conservation as enclosure: An Ecofeminist Perspective on Sustainable Development and biopiracy in Costa Rica », *Capitalism Nature Socialism*, vol. 16, no. 3, p. 49-61.

Isla, Ana. « A Struggle for Clean Water and Livelihood: Canadian Mining in Costa Rica in the Era of Globalization ». In *Women in a Globalizing World: Transforming Equality, Development, Diversity and Peace*, Angela Miles (ed.), p. 224-235. Toronto: Inanna, 2013.

Isla, Ana. *The « Greening » of Costa Rica: Women, Peasants, Indigenous Peoples, and the Remaking of Nature*. Toronto: University of Toronto Press, 2015.

Koens, Jacobus Franciscus, Carel Dieperink et Miriam Miranda (2009), « Ecotourism as a Development Strategy: Experiences from Costa Rica », *Environment, Development and Sustainability*, vol. 11, pp. 1125-1237.

Langlois, Denis (2014), « Résistances novatrices de peuples autochtones face au pillage de leurs territoires et de leurs ressources

en Amérique latine », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 44, no. 2-3, pp.143–152.

Larrère, Catherine (2017), « L'écoféminisme ou comment faire de la politique autrement », *Multitudes*, vol. 67, no. 2, pp. 29-36.

Latour, Bruno. *Nous n'avons jamais été moderne*. Paris: Éditions La Découverte, 1991.

Laugier, Sandra (2015), « Care, environnement et éthique globale », *Cahiers du Genre*, vol. 2, no. 59, pp. 127-152.

Laugier, Sandra *et al.* (2015), « Genre et inégalités environnementales: nouvelles analyses, nouveaux féminismes. Introduction », *Cahiers du Genre*, vol. 2, no. 59, pp. 5-20.

Lenzen *et al.* (2018), « The carbon footprint of global tourism », *Nature Climate Change*, vol. 8, no. 6, pp. 522-528.

Lozateau-Giotart, Jean-Pierre. *Le chemin vers l'écotourisme: Impacts et enjeux environnementaux du tourisme aujourd'hui*. Paris: Delachaux et Niestlé, 2006.

Lugones, Maria. « Colonialidad y genero : Hacia un Feminismo Descolonial ». In *Genero y Descolonialidad*, Walter Mignolo (dir.), pp. 13-54. Argentina: Ediciones Del Signo, 2008.

Malki, Yasmina. *Éthique et politique de la gouvernance environnementale et du régime de conservation de la diversité biologique*. Mémoire de maîtrise en science politique, Université du Québec à Montréal, 2010.

Marrita-Cascante, David *et al.* (2010), « Community Agency and Sustainable Tourism Development: The Case of La Fortuna, Costa Rica », *Journal of Sustainable Tourism*, vol. 18, no. 6, pp. 735-756.

Martínez Franzoni, Juliana et Diego Sánchez-Ancochea (2013), « Can Latin American Production Regimes Complement Universalistic Welfare Regimes ¿ Implications from the Costa Rican Case ? », *Latin American Research Review*, vol. 48, no. 2, pp. 148-173.

Mendes Pereira, João Márcio (2013), « The World Bank and the Political Construction of Structural Adjustment Programs in the 1980s », *Revista Brasileira de História*, Vol. 33, no. 65, pp. 359-380.

Mignolo, Walter. *La Idea de América Latina*. Espagne: Gedisa, 2007.

Miller, Andrew P.. *Ecotourism Development in Costa Rica: the search of oro verde*. United Kingdom: Lexington Books, 2012.

Mohanty, Chandra Talpade, Ann Russo et Lourdes Torres. *Third World Women and the Politics of Feminism*. Indianapolis: Indiana University Press, 1991.

Navarro Cerdas, Santiago (2014), « Geopolítica en una “periferia del placer”. Colonialidad turística en Costa Rica », *Revista de Ciencias Sociales (Cr)*, vol. 3, no. 145, pp. 45-60.

Orgaz Agüera, Fransico et Pablo Cañero Morales (2016), « Ecoturismo en Comunidades Rurales: Análisis de los Impactos Negativos para la Población Local. Un Estudio de Caso », *Revesco*, vol. 99, no. 1, pp. 99-120.

Petit, Emmanuelle (2012), « Éthique du care et comportement pro-environnemental », *Revue d'économie politique*, no. 2, vol. 124, pp. 243-267.

Plumwood, Val (2012), « La nature, le moi et le genre: féminisme, philosophie environnementale et critique du rationalisme », *Cahiers du Genre*, vol. 2, no. 59, pp. 21-47.

Poupeau, Franck (2013), « La Bolivie entre Pachamama et modèle extractiviste », *Écologie et politique*, vol. 1, no. 46, pp. 109-119.

Quijano, Anibal (2000), « Coloniality of Power, Eurocentrism, and Latin America », *Neplantla: Views from South*, vol. 1, no. 3, pp. 533-580.

Raymond, Nathalie (2007), « Costa Rica: du petit pays « démocratique, sain et pacifique », au leader de l'écotourisme et de la protection de l'environnement », *Études caribéennes*, no. 6, pp. 1-13.

Serrano, Liz Franchezca. « Les mouvements sociaux de résistance aux impacts des mégaprojets miniers en Argentine ». Mémoire de maîtrise en sciences de l'environnement. Université du Québec à Montréal, 2014.

Shiva, Vandana et Maria Mies. *Écoféminisme*. Paris: L'Harmattan, 1993.

SINAC. *Políticas turísticas del SINAC*. San José: Ministerio del Ambiente y Energía (MINAE), 2006.

Smouts, Marie-Claude. 1998. « Du bon usage de la gouvernance en relations internationales », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, no. 155.

Stem, Caroline *et al.* (2003), « How “Eco” Is Ecotourism? A Comparative Case Study of Ecotourism in Costa Rica », *Journal of Sustainable Tourism*, vol. 11, no. 4, pp. 322-347.

Strange, Susan. *The Real of the State: The Diffusion of Power in the World Economy*. Ithaca: Cornell University Press, 1996.

Svampa, Maristella (2009), « Mouvements sociaux, matrices sociopolitiques et nouveaux contextes en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 4, no. 74, p. 113-136.

Toke, Dave. *Green politics and neoliberalism*. London: Macmillan Press, 2000.

Torunczyck, Daniel (2016), « El Extractivismo como Objeto de Conflicto: Teorías y Métodos », *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies*, vol. 41, no. 2, pp. 292-302.

Vargas Ulate, Gilbert (2009), « Turismo y Espacios Naturales Protegidos en Costa Rica: Enfrentamiento o Concertación », *Revista de ciencias sociales (Cr)*, vol. 1-2, no. 123-124, pp. 49-78.

Verschuur, Christine et Blandine Destremau (2012), « Féminismes décoloniaux, genre et développement: Histoire et récits des mouvements de femmes et des féminismes aux Suds », *Revue Tiers Monde*, vol. 209, no. 1, pp. 7-18



Wall, Geoffrey et Alister Mathieson. *Tourism: Change, Impacts and Opportunities*. Harlow: Pearson Prentice Hall, 2006.

Wearing, Stephen and John Neil. *Ecoturismo: impacto, tendencias y posibilidades*. Madrid: Editorial Síntesis, 2000.

Wallerstein, Immanuel (1974), « A world-system perspective on the social sciences », *The British Journal of Sociology*, vol. 61, no. 1, pp. 167-176.